

Le train Oloron-Bedous ne fait pas l'unanimité chez les élus

Par S. L.

Publié à 06h00 / Mise à jour : 08h10



La traversée des véhicules sera supprimée au passage à niveau n° 35 de Bidos, rue de l'abbé Menjou. Ce n'est pas du goût du maire André Paillas et de son conseil municipal, montés au créneau sur le sujet, jeudi soir. (S. L.)

Dès lundi, Réseau ferré de France va entamer la préparation des travaux de "rétablissement de la circulation ferroviaire entre Oloron-Sainte-Marie et Bedous" (notre édition de mardi dernier). Un mois essentiellement consacré au débroussaillage de la voie. Les travaux plus lourds d'ouvrage et de terrassement ne devraient pas débuter avant 2015.

C'est ce qu'ont répété jeudi soir les représentants de RFF et du cabinet Systra devant un parterre d'élus pas tous convaincus. Au premier rang des opposants, le maire de Bidos, André Paillas, venu avec cinq autres élus de son conseil municipal. "Nous estimons avoir été traités avec arrogance et mépris par RFF", accuse-t-il. "Et nous nous battons contre la suppression du passage à niveau n° 35 sur notre commune."

La voie ferrée y coupe la rue de l'abbé Menjou. Selon les études menées par RFF, l'axe "supporte un trafic relativement faible de l'ordre de 700 véhicules par jour, une circulation de desserte locale des propriétés riveraines". Le projet reste donc de supprimer sa traversée par les véhicules et de ne conserver qu'un passage piétons aménagé. Pas du goût des élus. "Nous n'avons aucune réponse à nos propositions et à nos questions", estime André Paillas. "On ne sait pas comment sera financée la halte devant chez Messier. Pour moi, jeudi soir, ils ont envoyé la balle pour voir le premier rebond. Mais nous ne céderons pas."

Pas Don Quichotte

Même défiance chez le maire d'Asasp-Arros, qui plaide avant tout pour la réalisation des déviations routières en vallée d'Aspe. La Région Aquitaine, maître d'ouvrage, a déjà répondu par la négative. Pas le même budget. La Région, "c'est le fer, pas la route." Bernard Mora, nouvel édile d'Asasp, estime n'avoir pas eu de réponse satisfaisante sur la sécurité du passage à niveau d'Arros. "Il reste pour moi beaucoup de points en suspens, mais qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse, c'est décidé ! On ne va pas jouer les Don Quichotte."

Au sortir de la réunion, au micro de France Bleu Béarn, l'adjoint aux Travaux de la ville d'Oloron, Gérard Rosenthal, plaidait pour une gare au Gabarn. Un projet que le maire Hervé Lucbéreilh avait déjà défendu à la fin de son premier mandat, arguant d'un avantage pour les entreprises qui s'y installent. Lors d'un conseil municipal d'avril dernier, le maire confirmait : "Nous sommes contre le passage du train en ville."

Il n'y a guère que Bedous pour accueillir le chantier à bras ouverts. C'est sans doute là que le président de la Région Aquitaine Alain Rousset donnera le véritable coup d'envoi des travaux, à la fin du mois.

==>> Le CROC écrit au préfet

Georges Manaut, coprésident de l'association Contre la réouverture d'Oloron Canfranc, s'est invité à la réunion de RFF destinée aux élus (sur invitation). Parmi ses remarques : il s'est étonné du montant global des travaux estimé à 102 millions d'euros, quand dans son mémoire en réponse au tribunal administratif de Toulouse, RFF évoquait 88 millions d'euros. Il a surtout souligné que le démarrage du débroussaillage des voies avant le 30 septembre entrerait en contradiction avec l'arrêté de la DREAL (notre édition de mardi) signé le 13 août dernier. Réponse : une erreur qui sera modifiée. Le CROC a aussitôt pris la plume pour s'en émouvoir auprès du préfet.